

De la «structuration»

«Je n'ignore rien des difficultés et des dangers inhérents à la démocratie, mais je n'en pense pas moins qu'elle est notre seul espoir. Bien des exemples montrent que cet espoir n'est pas vain.»

K. Popper

Depuis la fin des années 1980 et la chute du mur de Berlin, les problématiques liées au binôme «socialisme/couches moyennes» se sont retrouvées en partie remplacées par celles liées au binôme «démocratie/société civile». Dans les suites de cet événement aux conséquences planétaires qui a vu la victoire des politiques de libéralisation économique sur les économies centralisées et le triomphe des démocraties libérales sur les Etats dits totalitaires, les concepts de mondialisation, globalisation, gouvernance et bonne gouvernance ont conquis les devants de la scène, et semblent être devenus la norme universelle d'aujourd'hui. Pour le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la gouvernance se définit comme «l'exercice d'une autorité publique, économique et administrative aux fins de gérer les affaires d'un pays».

Elle repose sur des mécanismes, des processus et des institutions qui permettent aux citoyens et aux groupes d'exprimer des intérêts, de régler des litiges, et d'avoir des droits et des obligations», et s'articulerait autour de trois pôles : l'Etat, le secteur privé et la société civile. Quand aux critères qui font qu'une gouvernance est bonne, ce sont «un Etat de droit, une administration impartiale, une gestion équitable des finances publiques, la responsabilité devant la population et la transparence». Ce qui précède peut expliquer, du moins en partie, pourquoi lors ces dernières années de nombreux gouvernants de par le monde en sont venus, pour espérer perdurer, à revoir le rôle qu'ils pourraient éventuellement faire jouer à leur société civile afin de renforcer leur pouvoir sous prétexte d'améliorer leur «bonne gouvernance». Les événements liés au «printemps arabe» ont accentué cette dynamique dans notre région, ce qui pourrait être une bonne chose en soi, si elle pouvait permettre à notre société civile de faire tomber un certain nombre de barrières et de carcans qui l'empêchaient jusqu'à maintenant de s'épanouir.

La société civile aujourd'hui

De ce fait, ces derniers mois, la société civile est devenue un des points centraux autour desquels semblent s'organiser une partie des débats publics, sa récupération «pacifique» par les pouvoirs en place pouvant aller même jusqu'à pouvoir devenir un possible «mode de déclinaison du printemps arabe» pour certains d'entre eux.

C'est dire l'importance semblant être accordée à la société civile, suite au rôle qui lui est prêté dans la genèse des événements ayant récemment secoué un certain nombre de pays, dont les populations étaient en quête de démocratie car totalement étouffées par des systèmes archaïques. Depuis, presque tous les acteurs politiques de nos

régions se préoccupent grandement de la société civile, ce qui est en soi une autre bonne chose, bien qu'il reste à voir sur quoi ce mouvement brownien va déboucher. Ils ne sont pas les seuls, puisque dans le même temps, les représentants des groupements d'intérêts à savoir les élites du monde marchand (grands patrons de l'industrie et du commerce entre autres), mais aussi le monde syndical, le monde des arts et de la culture et le monde associatif s'en réclament. A toutes ces composantes reconnues de la société civile, il ne faut pas oublier de joindre les hauts fonctionnaires, les élus dans les différentes chambres ou les personnalités ayant occupé de hautes fonctions, enfin, tous ceux qui considèrent qu'une fois sortis de leurs bureaux, des réunions de cellules de leur parti ou ayant terminé leur mandat, ne sont plus tenus par leur casquettes politiciennes dès qu'ils pénètrent dans leur salon, et font donc naturellement partie de la société civile (ce qui malheureusement n'est pas totalement faux). En bref, tout le monde fait partie de la société civile, même si certains le sont en secret, tandis que l'Etat et les pouvoirs politiques ne seraient constitués que d'activistes de la société civile en mission. De même que tout le monde se dit faire partie de la société civile, tout le monde veut l'organiser et tout le monde enfin veut être son bienfaiteur, et de bien entendu comme il est d'usage quand il s'agit de société civile, tout le monde déclare n'en attendre aucun retour sur investissement.

Qui s'en plaindrait ? Quelle que soit la réponse à cette première question, une deuxième nous vient automatiquement à l'esprit et nous interpelle : c'est quoi, cette «société civile» qui comme par magie rendrait vertueux et désintéressés toutes les personnes ou groupes de personnes y compris les pouvoirs établis lorsqu'ils y touchent, et qui, pourtant, passe tout son temps à se plaindre du fait que les espaces de liberté qui lui sont accordés pour s'exprimer et se réaliser sont insuffisants, car limités par ces mêmes pouvoirs, à travers leur bras séculier qu'est l'Etat.

Une partie de la réponse est peut-être donnée par le fait qu'actuellement «avant d'être un concept ou une idée, la société civile évoque d'abord un ensemble de valeurs positives : l'autonomie, la responsabilité, la prise en charge par les individus eux-mêmes de leurs propres problèmes. Par sa dimension collective, la société civile semble échapper aux dangers de l'individualisme et inciter à la solidarité.

Par sa dimension civile, elle évoque l'émancipation de la tutelle étatique, mais aussi des valeurs plus affectives telles que l'intimité, la familiarité, etc.», mais est-ce suffisant pour expliquer le rôle d'instance de «légitimation» que le monde politique lui attribue actuellement de par le monde ? Très cer-

tainement non ! Raison pour laquelle il est nécessaire d'essayer de mieux cerner ce que véhicule le concept «société civile»

La société civile mythe ou réalité

Apparu au XVII^e siècle et dû probablement à Hobbes auteur du *De Cive*, ce néologisme, créé au début pour être opposé à «l'Etat de nature» avec pour signification l'Etat, verra beaucoup de penseurs s'intéresser à lui. (Locke, Rousseau, Mandeville, A. Smith, B. Constant, Hegel, Kant, Marx, Gramsci, Bendix... Et ce, sans compter les experts de toutes les grandes institutions internationales contemporaines telles l'ONU, la FAO, l'Unesco... (pour ne citer que quelque uns d'entre eux). Tous ces travaux aboutissant au final à une multitude d'approches et de définitions, souvent très différentes les unes des autres,

voire parfois totalement contradictoires, et, arriver en ce début de XXI^e siècle à une absence de définition synthétique à même de faire l'unanimité. Cette incapacité à établir une définition simple, rendant compte de tous les aspects que peut revêtir le concept de «société civile» est en partie liée, entre autres raisons, à la contradiction existant chez «l'Homme» moderne, entre son statut de citoyen (dépositaire d'une partie de la souveraineté nationale par le biais de sa qualité d'électeur) et sa vie privée en tant qu'individu doté de droits naturels inaliénables (droits reconnus dans les sociétés démocratiques modernes et sanctifié par la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et, pour ce qui est de l'Algérie par la guerre d'indépendance et les événements tragiques des années 1990). Aujourd'hui, du fait de l'absence de consensus sur son contenu, ce néologisme, porté par des courants idéologiques triomphant au niveau planétaire selon certains auteurs, ne fonctionne plus que «comme un mythe chargé de valeurs positives, où la société civile serait la représentation du bien et l'Etat le symbole du mal».

En ce début de XXI^e siècle, la «société civile» peut être globalement résumée comme «l'espace existant entre l'Etat et l'individu (et/ou la famille)».

Cet espace comprenant l'ensemble «des individus, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, déployées dans une société donnée, entre l'Etat et l'individu, en dehors du cadre et de l'intervention de l'Etat» et dans lequel les acteurs ne devraient pouvoir acquérir que de l'influence à l'exclusion de toute forme politique de pouvoir.

Si les relations des entités sociales évoluant dans cet espace sont clairement définies pour ce qui est de l'Etat et par voie de conséquence des pouvoirs politiques, il n'en est pas de même pour ce qui est du monde du marché. Car si pour certains auteurs ou certaines institutions internationales seules les associations de citoyens à buts non lucratifs, fondées sur le bénévolat, sont parties de la société civile, pour d'autres par contre les associations patronales voire les entreprises en sont aussi parties intégrantes. Et l'un des «débats actuels est de savoir si elle inclut ou non le marché et les échanges économiques. C'est dire s'il est difficile, et intellectuellement pas évident du tout, de vouloir réunir et organiser voire structurer l'ensemble de la société civile sur des objectifs communs

Par le Docteur Ameur Soltane (chirurgien thoracique)

internes. A moins bien sûr que ces objectifs ne sortent de la «sphère» de la société civile telle qu'approchée et délimitée plus haut, et ce, pour répondre à des considérations autres.

Dans le livre blanc de la gouvernance de l'Union européenne, «la société civile regroupe notamment les organisations syndicales et patronales, les organisations non gouvernementales (organisation d'intérêt public qui ne relève ni de l'Etat ni d'une institution internationale, il s'agit habituellement de personnes morales à but non lucratif financées par des fonds privés, indépendantes financièrement et politiquement, servant des objectifs d'intérêts publics), les associations professionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, avec une contribution spécifique des communautés religieuses».

A la lecture de cette définition, on peut légitimement se demander quels sont les points de convergences entre syndicats, entreprises, citoyens, associations de bénévoles en dehors du fait qu'ils se situeraient en dehors du champ de l'Etat, et, en quoi ces convergences pourraient être fécondes en termes d'avancées démocratiques ? L'on peut aussi se questionner sur le fait de savoir si ces points de convergences sont suffisants pour permettre de créer une organisation commune à eux tous, à même de tirer vers le haut l'ensemble de la «société civile» et s'il est du domaine de l'Etat, et des politiques qui sont derrière, de structurer la société civile en lui créant des barrières réglementaires et légales qui ne peuvent que limiter son activisme.

Aujourd'hui, la société civile est souvent opposée de manière manichéenne à l'Etat, concept dû à Machiavel au début du XVI^e siècle pour désigner «l'organisation politique et juridique des hommes vivant sous un pouvoir commun souverain dans les limites d'un territoire déterminé», en charge de l'intérêt général de ces hommes. Dans la pratique, il est vain de penser qu'Etat et société civile sont séparés par des frontières rigides car, en pratique, la société civile, le marché, et l'Etat s'entremêlent et entretiennent des rapports ambigus. Et le mythe selon lequel la société civile incarnerait que des valeurs positives alors que a contrario l'Etat et le marché seraient le diable est plus une vision idéologique que pratique qui ne résiste pas à l'analyse tant sont «poreuses les lignes de démarcation existant entre ces trois éléments».

Le renforcement de l'Etat ne s'oppose pas nécessairement à celui de la société civile : un Etat fort suppose une société civile puissante. Mais pour cela, il faut d'abord que l'Etat puisse permettre à la société civile de satisfaire une de ses revendications essentielles qui est «la jouissance paisible de l'indépendance individuelle», ce qui n'est possible que dans une société libérale gérée démocratiquement car elle seule peut accepter une société civile puissante et épanouie.

C'est aux pouvoirs politiques de garantir une sécurité et une liberté paisible à la société civile et non l'inverse. Ainsi, si l'on observe avec attention les événements qui se sont succédé après 1789 en France, l'on devrait méditer sur les propos de Sieyès, l'un des chefs de la révolution aux côtés de Robespierre, Saint-Juste et d'autres, qui «renversant l'ordre des choses, présente la nation comme antérieure à la société : «la nation existe avant tout, elle est l'origine de tout».